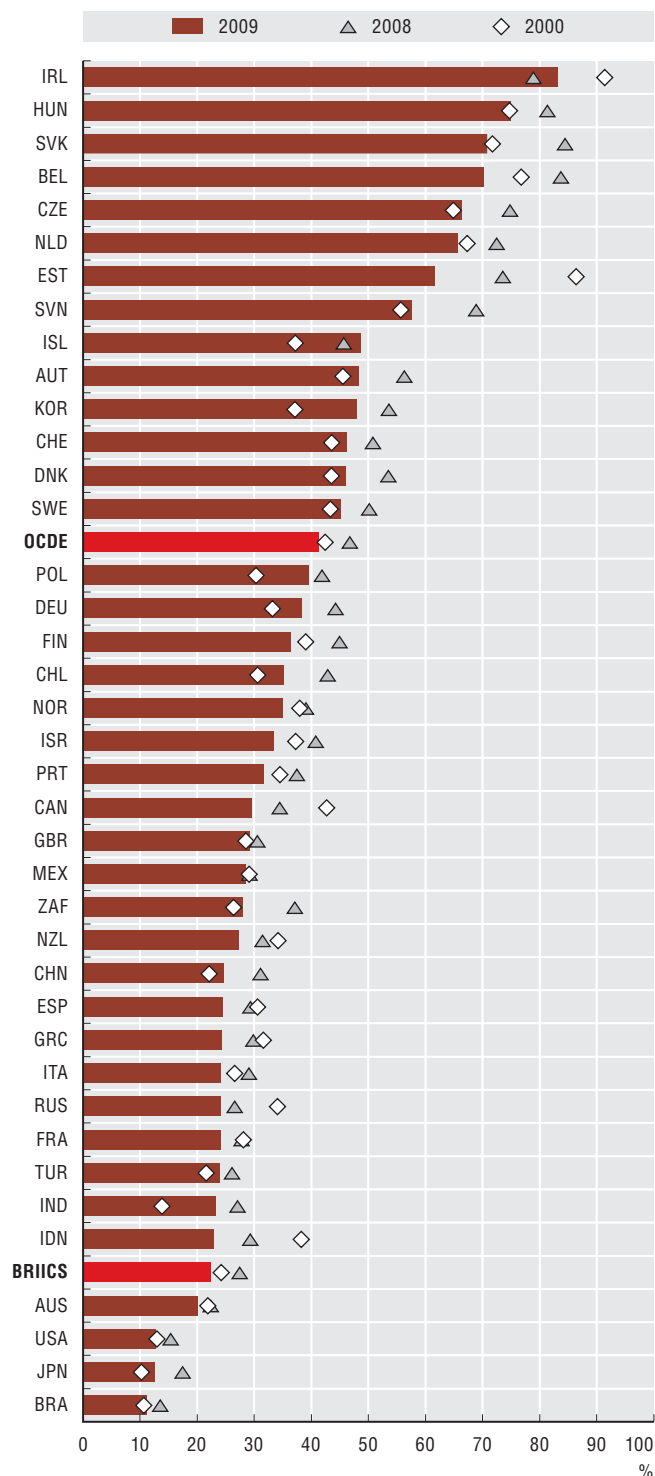


6. Ouverture aux échanges

Moyenne des exportations et des importations en pourcentage du PIB, 2000, 2008 et 2009



Source : OCDE, Base de données sur les comptes nationaux annuels, juin 2011 ; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale et balance des paiements, mai 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932491371>

L'impact de la crise économique sur les échanges internationaux peut se mesurer en comparant les exportations et les importations en pourcentage du PIB, entre 2008 et 2009. Si le PIB a été durement touché dans de nombreux pays, le commerce international a davantage souffert. Après une hausse généralisée du ratio échanges/PIB de 2000 à 2008, tous les pays de l'OCDE (hormis l'Irlande et l'Islande) et les BRIICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde et Indonésie) ont vu ce ratio baisser en 2009, du fait de la chute du commerce des marchandises, pour parfois atteindre un niveau inférieur à celui du début de la décennie.

Pour le Canada, l'Estonie, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande, ainsi que l'Indonésie et la Fédération de Russie, la baisse de l'importance relative des échanges est antérieure à 2008 et en partie due à l'expansion et aux transformations de leur économie nationale.

En 2009, le ratio moyen échanges/PIB dans la zone OCDE était d'environ 41 %, près du double de celui des BRIICS ; ce qui s'explique en partie par le fait que l'OCDE compte beaucoup d'économies relativement petites. Si l'on analyse l'OCDE comme une moyenne unique, avec une pondération supérieure pour les États-Unis et le Japon, on obtient un ratio plus proche de 20 %, analogue à celui des BRIICS.

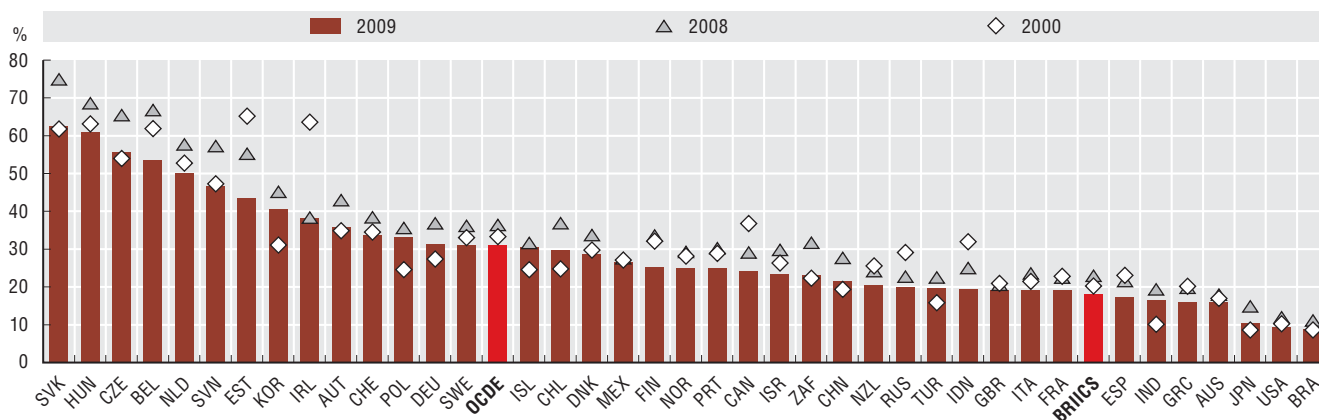
Malgré une baisse sensible en 2009, le commerce des biens demeurent la principale voie d'intégration économique pour de nombreux pays. Il représente en moyenne trois fois la valeur des échanges de services dans les pays de l'OCDE, et plus de quatre fois celle des BRIICS. La crise a toutefois beaucoup moins pénalisé les échanges de services que ceux de biens ; rares sont les pays à avoir enregistré une chute du ratio échanges de services/PIB.

Les échanges internationaux de services continuent de croître. Des pays comme l'Irlande et l'Inde sont particulièrement actifs dans ce domaine.

Définitions

Le ratio *échanges/PIB* est utilisé pour mesurer l'importance des transactions internationales vis-à-vis des transactions nationales. Pour chaque pays, cet indicateur est la moyenne simple du total des échanges (somme des exportations et des importations de biens et de services) rapporté au PIB. Ce ratio est souvent appelé degré d'ouverture des échanges, bien que le terme « ouverture » soit trompeur car un ratio faible ne signifie pas nécessairement que le pays a dressé des barrières douanières élevées (tarifaires ou non tarifaires) à l'encontre du commerce extérieur. Il peut être imputable à la taille du pays et à l'éloignement géographique de ses éventuels partenaires commerciaux. Pour l'OCDE et les BRIICS, les moyennes non pondérées des ratios nationaux illustrent la part d'un pays type de l'OCDE plutôt qu'une part globale et déséquilibrée notamment par les États-Unis et le Japon.

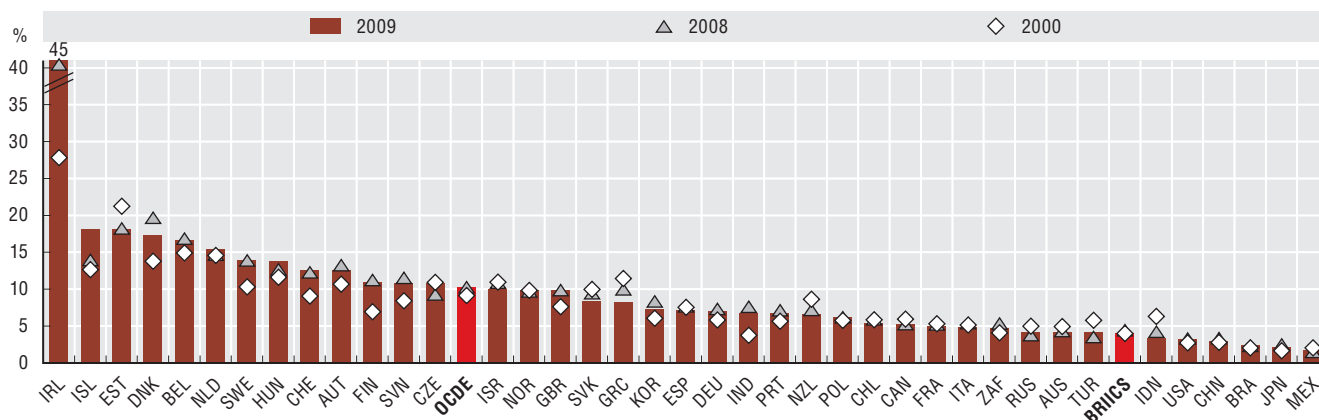
Moyenne des exportations et des importations de biens en pourcentage du PIB, 2000, 2008 et 2009



Source : OCDE, Base de données sur les comptes nationaux annuels, juin 2011 ; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale et balance des paiements, mai 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932491390>

Moyenne des exportations et des importations de services en pourcentage du PIB, 2000, 2008 et 2009



Source : OCDE, Base de données sur les comptes nationaux annuels, juin 2011 ; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale et balance des paiements, mai 2011. Voir notes de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932491409>

Mesurabilité

La valeur des échanges internationaux de biens et de services des pays reflète leur degré d'intégration dans l'économie mondiale. Les petits pays sont généralement mieux intégrés : leurs exportations se concentrent généralement dans un petit nombre de secteurs et ils ont besoin, pour satisfaire leur demande intérieure, d'importer davantage de biens et de services que les grands pays. La taille n'est toutefois pas l'unique déterminant de l'intégration commerciale. D'autres facteurs contribuent à expliquer les différences entre pays : la géographie, l'histoire, la culture, la politique commerciale, la structure de l'économie (et notamment le poids des services non exportables) et l'intégration dans les chaînes de production mondiales, dans lesquelles les échanges mesurés peuvent comporter une fraction importante de réexportations et d'échanges intra-entreprises liés à la présence d'entreprises multinationales.



Extrait de :
**OECD Science, Technology and Industry
Scoreboard 2011**

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Ouverture aux échanges », dans *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2011-60-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.